



RÉSOLUTION

Conférence de l'enseignement primaire (CEP)

Considérant que

- la CEP est devenue un lieu incontournable de la concertation dans l'enseignement primaire, qu'elle est devenue une commission faîtière de première importance, notamment parce qu'elle est la seule commission réunissant tous les partenaires, enseignants, parents, inspecteurs, formateurs, représentant de l'enseignement spécialisé, représentant de l'université et du SRED et la DEP ;
- la CEP, en cinq ans de fonctionnement, présente un bilan en demi-teinte, certains dossiers ayant réellement avancé et d'autres restant dans un état de stagnation prolongé (cf rapport d'activité) ;
- le contexte politique particulièrement complexe nécessite une présence forte de la SPG dans toutes les instances de discussion au sein du département,

les membres de la Société pédagogique genevoise, réuni-e-s en Assemblée Générale ordinaire le 7 juin 2005, demandent que

- le mandat de la CEP soit reconduit de manière illimitée ;
- les ajustements liés au mandat et demandés par le Comité et les délégué-e-s soient pris en compte ;
- la CEP asseye sa position de commission faîtière dans la concertation ;
- cette conférence joue un rôle essentiel dans la promotion de l'évolution de l'école et des moyens qui s'y réfèrent.

En outre, ils, elles mandatent le Comité SPG pour veiller à ce que

- chaque séance de la CEP fasse l'objet d'un compte rendu au CR ;
- la participation de la SPG soit acquise par principe, mais que, en revanche, des bilans, basés sur le mémo de la SPG « conditions de la concertation », soient présentés aux AGO de la SPG ;
- la CEP reste un véritable lieu de concertation où l'avis de tous les partenaires soit véritablement pris en compte, notamment celui des parents, via leur association ;
- la CEP, commission importante, fasse pleinement partie du cadre de la concertation, qui fait actuellement l'objet de discussions serrées entre le président du DIP, la DEP et la SPG.